



Appartement Villeurbanne 1 pièces 23 m²

VILLEURBANNE 69100

Guy HOQUET
VILLEURBANNE ZOLA

168 rue Francis de Pressensé
69100 VILLEURBANNE

04 37 43 05 86

Appartement Villeurbanne 1 pièces 23 m²

L'agence GUY HOQUET VILLEURBANNE ZOLA a le plaisir de vous proposer un magnifique T1 meublé 23 m² entièrement refait à neuf.

Ce T1 se compose d'une belle pièce de vie avec canapé lit ainsi que d'une cuisine et d'une salle d'eau.

Loyer est de 530€ HC. 70€ de charges comprenant eau chaude, eau froide et parties communes.

Pour un total de 600 euros par mois charges comprises.

Frais d'agence de 299€ dont 50€ d'état des lieux. La caution est de 2 mois de loyer hors charges soit 1 060 €.

Deux garants seront demandés pour cette location (pas de VISALE)

Visite ouverte uniquement aux candidats avec dossier complet ! Merci de nous transmettre vos dossiers constitué sur le site sécurisé mondossierfacile mis en place par l'état et nous transmettre celui-ci par la suite.

23 m²

1 pièce(s)

1 sde

Fiche technique du bien

Etage	3
Nombre étages	8
Dernier étage	Non
Distance Commerces	1 km
Accès Bus	2 min
Provision sur charges	70 €
Prestations / charges	eau chaude eau froide commun ascenseur
Dépôt de garantie	1060 €
Bien en copropriété	Oui
Nb Lots Copropriété	75
Charges annuelles (ALUR)	929 €
Procédures diligentées c/ syndicat de copropriété	Pas de procédure en cours
Jardin	Non
Année construction	1997
Neuf - Ancien	Ancien
Vis-à-vis	Non
Fenêtres	PVC Double Vitrage
Salle(s) d'eau	1
Cuisine	Aménagée/équipée
Meublé	Oui

Type Chauffage	Individuel
Mécanisme Chauffage	Convecteurs
Mode Chauffage	Electrique
Eau chaude	Collective
Etat intérieur	Excellent
Cheminée	Pas de conduit
Type de Stationnement	Extérieur
Digicode	Non
Piscine	Non
Accès handicapés	Non
Sous-sol	Non
Gardien	Non
Diagnostic Energétique	Oui
Conso Energ	190 kWh/m2 par an

Bilan énergétique

DPE non communiqué

GES non communiqué

Estimation du coût annuel en énergie pour un usage standard entre 330€ et 480€ au 01/01/2021

Photos du bien



GUY HOQUET

DOSSIER CANDIDATURE LOCATAIRE(S)

DOSSIER COMPLET OBLIGATOIRE SINON IL NE SERA PAS ETUDIE

- CAS N°1 : Le locataire est titulaire d'un CDD ou CDI
- CAS N°2 : Le locataire est étudiant
- CAS N°3 : Le locataire est travailleur non salarié
- CAS N°4 : Le locataire est retraité
- CAS N°5 : Le locataire est une société
- CAS N°6 : Le locataire exerce une profession libérale
- CAS N°7 : Le locataire est intermittent du spectacle

LOCATAIRE(S)		1	2	3	4	5	6	7
DOCUMENTS / CAS								
Fiche renseignements		x	x	x	x	x	x	x
Pièce d'identité / passeport / carte de séjour		x	x	x	x	x	x	x
3 dernières quittances de loyer ou taxe foncière ou attestation d'hébergement		x	x	x	x	x	x	x
Contrat de travail ou attestation employeur (1)		x						
Inscription au RCS + Extrait Kbis de moins de 3 mois				x				
Certificat d'identification de L'INSEE avec numéro d'identification				x				
Carte professionnelle							x	
Carte étudiante ou certificat de scolarité de l'année en cours		x	x					
Avis d'imposition				x	x	x	x	x
Trois derniers bulletins de salaire		x						
Deux derniers bilans Simplifié ou Attestation comptable					x			
Attestation ressources pour l'exercice délivré par un comptable					x			
Justificatif de versement ou justificatif de l'ouverture des droits						x		
Attestation aides au logement		x	x	x	x			
Avis d'attribution de bourse			x					

(1) l'attestation de l'employeur doit préciser l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonction, le type de contrat (CDI ou CDD) et le cas échéant la durée de la période d'essai.

GUY HOQUET

DOSSIER GARANT(S)

- CAS N°1 : La caution est titulaire d'un CDD ou CDI
- CAS N°2 : La caution est travailleur non salarié
- CAS N°3 : La caution est retraitée
- CAS N°4 : La caution est une société
- CAS N°5 : La caution est commerçante ou exerce une profession libérale

GARANT(S)		1	2	3	4	5
DOCUMENTS / CAS						
Fiche renseignements		x	x	x	x	x
Pièce d'identité / passeport		x	x	x	x	x
3 dernières quittances de loyer ou taxe foncière		x	x	x	x	x
Contrat de travail ou attestation employeur (1)		x				
Inscription au RCS + Extrait Kbis de moins de 3 mois				x		
Certificat d'identification de L'INSEE avec numéro d'identification				x		
Carte professionnelle						
Avis d'imposition		x		x	x	x
Trois derniers bulletins de salaire		x				
Deux derniers bilans Simplifié ou Attestation comptable					x	
Justificatif de versement ou justificatif de l'ouverture des droits						x

(1) l'attestation de l'employeur doit préciser l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonction, le type de contrat (CDI ou CDD) et le cas échéant la durée de la période d'essai.

GUY HOQUET

Fiche de renseignements
Candidat locataire ou garant

IDENTITÉ ⁽¹⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾
Nom		
Prénom		
Date de naissance	/ /	/ /
Lieu de naissance		
Nationalité		
SITUATION FAMILIALE ⁽¹⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾
Célibataire – Marié(e)		
Séparé(e) – Veuf(ve) –		
Concubin(e) – Pacsé(e) –		
Divorcé(e)		
Enfant(s) à charge (nombre)		
Age du (ou des) enfant(s)		
N° d'allocationnaire permettant le versement des aides au logement		
Nombre total de personnes qui habitent les lieux loués		
DOMICILE ACTUEL ⁽¹⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾
Adresse		
CP		
Ville		

COORDONNEES	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Téléphone		
- fixe		
- portable		
Adresse e-mail		
SITUATION PROFESSIONNELLE ⁽³⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Profession		
Employeur (nom, adresse, adresse e-mail, téléphone)		
Date d'embauche		
Type de contrat (durée indéterminée – intérim...)		
RESSOURCES⁽³⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Salaires mensuels nets		
Allocations mensuelles		
Autres revenus mensuels		
REVENU GLOBAL MENSUEL NET		
CAUTION⁽⁴⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
OUI ⁽⁵⁾		
Indiquer le nom et le prénom		
O NON		

PIÈCES À FOURNIR – JUSTIFICATIFS
Une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :
- Carte nationale d'identité française ou étrangère. - Passport français ou étranger. - Permis de conduire français ou étranger. - Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de résident d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.
Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :
- Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges. - Attestation d'adoption des données établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L.206-2 du code de l'action sociale et des familles. - Attestation sur l'honneur de l'habitant garantissant que le candidat à la location réside à son domicile. - Attestation sur l'honneur de l'habitant garantissant que le candidat à la location réside à son domicile. - Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.
Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :
- Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai. - Contrat à l'ou à la régie du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale. - Contrat d'intégration au registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan. - Copie du contrat d'identification de l'imm, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant. - Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale. - Tout document récent attestant de l'activité pour les autres professionnels. - Carte étudiant ou certificat de scolarité pour l'année en cours.
Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :
- Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts localement lieu d'imposition sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en français établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire. - Trois derniers bulletins de salaires. - Justificatif de versement des indemnités de congé. - Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours établie par un comptable pour les professions non salariées. - Justificatif de versement des indemnités, primes, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits relative aux aides au logement. - Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement. - Avis d'admission de bourse pour les étudiants boursiers. - Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière. - Justificatif de revenus fonciers, de ventes régies ou de revente de valeurs et capitaux mobilières.

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS – CONFIDENTIALITÉ
Le responsable du traitement des données personnelles est le mandataire.
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à vérifier la solvabilité du candidat locataire.
Les données collectées ont un caractère confidentiel et sont réservées exclusivement au mandataire et au bailleur.
Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au mandataire.
Vous êtes informé également pour des motifs légitimes, vous opposez au traitement des données vous concernant.
Par ailleurs, le candidat locataire, dont les coordonnées téléphoniques ont été recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente fiche de renseignements, est informé qu'il peut s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique prévue en faveur des consommateurs par l'article L. 223-1 du code de la consommation.